Politique

page 3

COP 29 : LEUR HOLD-UP SUR LA NATURE ET L'HUMANITÉ Dossier

page 6

CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LEUR DETTE Premières lignes

page 8

LES PATRONS LICENCIENT, LICENCIONS LES PATRONS

RÉVOLUTIONNAIRES

23) 28 NOVEMBRE 2024 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble!»

DES CHARRETTES DE LICENCIEMENTS

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

SUITE PAGE 2 >>





Mineurs isolés : retour sur une jeunesse qui relève la tête

a journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre dernier a été une nouvelle occasion pour les mineurs isolés, ces adolescents des classes pauvres d'Afrique, qui ont dû émigrer seuls face à la guerre ou à l'absence d'avenir, et qui s'organisent par eux-mêmes, de rendre visible leur lutte pour exiger des droits fondamentaux comme être logés, nourris, soignés, scolarisés.

À Paris, le collectif des mineurs isolés du parc de Belleville mène depuis plus d'un an une bataille acharnée à travers des occupations, la convergence avec les luttes de sans-papiers, de familles à la rue, du mouvement social, pour sortir de la galère à laquelle les mineurs sont livrés. Ils et elles l'apprennent à leurs dépens : ils n'auront rien sans se battre. Et devant la multiplication des collectifs dans toute la France, ils et elles ont contribué à organiser une coordination nationale et des manifestations simultanées à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse et Lille, entre autres, rassemblant plusieurs centaines de mineurs isolés étrangers et leurs soutiens.

L'appel signé par plusieurs associations et organisations syndicales, affirme d'ailleurs : « Nous savons que seules nos luttes et le rapport de force nous permettront d'obtenir des victoires et des avancées. » Le combat paie, avec des centaines de scolarisations et de mises à l'abri obtenues, à Paris surtout, mais aussi un peu partout en France.

FACE L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE, NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES!

Ces jeunes sont suspectés de mentir sur tout : leur âge comme leur parcours d'exil. L'État et les départements organisent sciemment leur mise en danger, les laissant sans aucun droit le temps de leurs recours juridiques. Plus de la moitié de ces recours devant le juge pour enfants concluent

à leur minorité, parfois plus d'un an après.

La politique hostile vis-à-vis des mineurs étrangers isolés s'aggrave à tous les niveaux. La situation économique offre un boulevard à ces politiques réactionnaires, colonialistes et racistes. Car elles



ont bon dos, les difficultés économiques! Elles permettent les pires sorties et décisions, comme celles de plusieurs présidents de département de limiter ou d'arrêter la protection des mineurs isolés : Vaucluse, Territoire de Belfort, Ain, Jura, Vienne... En novembre, Nicolas Lacroix, président du groupe des 70 départements dirigés par la droite, le centre et les indépendants (DCI) de l'association des départements de France annonçait : « Dès le 1^{er} janvier, tous les départements de la droite et du centre vont suspendre leurs versements » du RSA aux CAF et « on ne prendra plus en charge les nouveaux mineurs non accompagnés. »

Les mineurs isolés continuent de se mobiliser, comme le 27 novembre à Paris devant le rectorat, ou encore en se joignant à la grève du 5 décembre et à l'appel des collectifs de sans-papiers pour les 14 et 18 décembre.

Il n'y a aucune fatalité: face à de telles ignominies, il faudra une force collective à la hauteur!

PAR **FLORA M.** ET **ALBA H.** • 26/11/2024

LA MOBILISATION DES ÉTUDIANTS PARISIENS CONTRE LE GÉNOCIDE EN PALESTINE CONTINUE :

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 7 DÉCEMBRE!

es initiatives étudiantes en solidarité aux peuples palestinien et libanais continuent. Depuis début novembre, l'indignation face au génocide à Gaza, à la colonisation en Cisjordanie et aux bombardements du Liban a trouvé une expression dans les facs parisiennes. Blocus, assemblées générales et rassemblements ont essaimé d'une fac à l'autre en ordre dispersé.

Des AG de Tolbiac à celles de Clignancourt, en passant par l'École normale supérieure, les étudiants mobilisés remettent en cause la complicité de la France avec la politique coloniale israélienne, notamment par la volonté de rompre les partenariats universitaires qui appuient celle-ci. Au printemps dernier, les occupations massives des étudiants américains s'étaient répandues comme une traînée de poudre à travers le monde. Qu'une part significative de la jeunesse, au cœur des puissances impérialistes, conteste l'ordre bourgeois mondial ne plaît pas à ses représentants, Macron et Biden en tête. D'autant plus que son agitation pourrait donner des idées à d'autres, et en premier lieu aux travailleurs, ici et ailleurs. Ce n'est qu'avec la force de leur mobilisation que nous pourrons peser sur la politique des États impérialistes qui arment et soutiennent l'État israélien pour en faire leur gendarme dans la région.

C'est justement ce qui fait peur au gouvernement qui cherche à s'appuyer sur les directions de facs pour empêcher que cette agitation se développe et se répande dans la population, quitte à envoyer les CRS intimider les jeunes mobilisés à Jourdan ou Paris 3. Pour faire entendre la colère, il faut



que les étudiants mobilisés se coordonnent et s'adressent à d'autres (comme cela a pu commencer avec la tenue d'AG « interfac » rassemblant près de 150 étudiants). Nous devons chercher les moyens de massifier la mobilisation dans la jeunesse, mais aussi dans le monde du travail. La journée de mobilisation nationale du 7 décembre appelée par différentes organisations de jeunesse (à l'initiative du NPA Jeunes Révolutionnaires) doit servir de point d'appui dans cette di-

PAR LOU OLLIVIER ET ALEXIS MICSHEN • 26/11/2024

BUDGET 2025 DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LE PATRONAT À L'OFFENSIVE CONTRE LE DROIT À ÉTUDIER!

lors qu'il faudrait des milliards pour recruter des enseignants, du personnel et pour accueillir tous les jeunes qui souhaitent étudier, les moyens pour ouvrir des places pour les étudiants ne sont pas là. L'ébauche de budget pour 2025 réduit l'enveloppe, déjà insuffisante, allouée à l'embauche des enseignants, alors qu'il en manque! Le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, prévoit aussi de couper 120 millions d'euros dans le système déjà déficient des bourses étudiantes. Quant à la fin de la contribution à la vie étudiante et de campus, que les étudiants doivent payer chaque année, on en est loin, contrairement aux illusions propagées par les députés du NFP en mal de victoire à l'Assemblée.

Austérité oblige, Hetzel défend une baisse de financement des universités par l'État. Quitte à inciter les facs à augmenter les frais d'inscription? « Ça ne doit pas être un sujet tabou. » Après les attaques contre les étudiants étrangers, voilà qu'on menace tout le monde, aux dépens des enfants d'ouvriers et des étudiants étrangers. À nous de contrer ces attaques!

NIKO LONTAÏ • 26/11/2024





